

HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN 2007 (épreuve n° 266)

Epreuve conçue par ESCP-EAP

Voie Scientifique

	NBRE CANDIDATS	MOYENNES	ECARTS-TYPE
RESULTATS GLOBAUX	3 586	9,75	3,55

VOIES PREPARATOIRES			
Scientifique	3 586	9,75	3,55

ECOLES UTILISATRICES			
HEC	2 007	10,56	3,53
ESCP-EAP	2 378	10,42	3,52
EM Lyon	2 823	10,23	3,48
EDHEC	3 043	10,14	3,49
AUDENCIA Nantes	2 923	10,05	3,50
Concours commun CERAM / ESC Tours-Poitiers (ESCEM)	1 531	8,77	3,34
ESC Amiens	241	7,68	3,18
ESC Clermont	777	8,40	3,26
ESC Dijon	876	8,39	3,17
ESC Grenoble (GEM)	2 598	9,91	3,47
ESC Lille	1 866	9,13	3,35
ESC Pau	378	8,20	3,42
ESC Rennes	905	8,35	3,26
IECS Strasbourg	593	8,18	3,19
INT Management	581	8,38	3,31
NEGOSUP	34	7,74	3,70
ENAss (option Histoire-géographie, Economie)	7	10,71	5,04

L'épreuve d'Histoire, Géographie et Géopolitique du Monde Contemporain de l'ESCP-EAP 2007 (Sujet : La Méditerranée, jeux d'interface économiques et géopolitiques, de 1945 à nos jours) a été composée au plan national par 3 586 candidats (contre 3 578 en 2006), qui ont obtenu une moyenne de 9,75 (2006 : 9,71/20) avec un écart-type de 3,55. Les 2 378 candidats à l'ESCP -EAP ont obtenu pour leur part une moyenne de 10,42 avec un écart type de 3,52.

Après les changements importants intervenus ces dernières années dans les programmes puis l'organisation du concours, l'année 2007 était donc celle d'une « normalisation » complète et définitive de la situation.

Dans ce cadre général, le Jury a fait le choix d'un sujet permettant d'intégrer, l'ensemble des dimensions historiques, géographiques et géopolitiques du programme. Il a aussi choisi de décliner cette démarche à une échelle continentale tout en cherchant à éviter un sujet permettant de ressortir les « fiches de cours » apprises par cœur sur les thématiques continentales de 2^{em} année. On doit dans ce contexte souligner deux axes. Les sujets s'articulent aux contenus étudiés en 1^{er} et 2^{em} années : les candidats doivent donc mobiliser leurs connaissances sur *l'ensemble* de ces programmes, car la 2^{em} année doit être conçue comme une déclinaison continentale et un approfondissement des apports et thématiques de 1^{er} année. De même, si la 2^{em} année met l'accent sur de grandes déclinaisons continentales (Europe, Asie, Amériques...) pour des raisons évidentes de maîtrise, de clarté et d'organisation du programme, les candidats doivent garder des logiques de *mise en comparaison et en articulation* des différentes parties du monde dans le cadre d'une *démarche systémique*.

Le jury insiste sur cet aspect dans la mesure où beaucoup de candidats ont éprouvés cette année certaines difficultés à synthétiser l'ensemble des dimensions du sujet posé, qui s'est donc révélé particulièrement discriminant. Dans ce cadre, la Méditerranée n'est pas un angle mort entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Elle est très souvent même au cœur de nombreux grands enjeux mondiaux et les dynamiques dites continentales dans les programmes ne peuvent faire l'économie de l'étude des dynamiques littorales et maritimes qui mettent en interrelation privilégiée les différents continents.

I. De quelques remarques introductives

A. La maîtrise de l'écrit

Il faut d'abord constater que la qualité de la rédaction est très inégale. Elle devient clairement un élément de sélection, certaines copies n'étant pas rédigées dans un français correct tant pour la syntaxe que pour l'orthographe. Elles sont de fait pénalisées. On ne peut

que relever certaines faiblesses (cf accord du participe passé avec l'auxiliaire avoir), la multiplication des anglicismes comme « *Les indicateurs économiques désignent un gap énorme entre les deux rives* »... La dissertation permet aussi d'évaluer la capacité à communiquer et à s'exprimer dans un français correct. Ceci est d'autant plus important que la langue permet la mise en œuvre d'un raisonnement, sinon subtil, au moins juste. Quand la langue et la syntaxe se dérobent, c'est la capacité de réflexion qui est atteinte. Enfin, les candidats ne doivent pas abuser des abréviations et alourdir leur prose avec des « il est important de remarquer », « il convient de souligner », « il faut observer »...

B. Le rôle central de l'introduction et de la problématique

De nombreux candidats négligent l'introduction alors qu'elle constitue une partie essentielle du devoir. Les introductions révèlent souvent la difficulté trop fréquente des candidats à cerner le cœur du sujet, et à poser une problématique claire. On retrouve de nombreuses copies où toutes les introductions présentent une avalanche de questions, noyant complètement le fil directeur nécessaire à la réflexion. À l'inverse, rares sont les copies qui présentent de bonnes introductions avec des références précises à Fernand Braudel, Yves Lacoste ou Georges Mutin (« la zone la plus belligère du monde ») par exemple, ou une discussion de la théorie de S. Huntington sur le « choc des civilisations ». On doit rappeler à nouveau l'importance de la problématique dont l'exercice de conception et de rédaction doit être systématisé par les candidats durant les deux années de préparation au concours. Il est évident que celle-ci devait s'articuler cette année autour des notions d'interfaces, de traits d'union, de césures et de fragmentations/segmentations... En aucun cas, la problématique ne devait être la reformulation du sujet sous forme de question lapidaire du type « *quelle est l'évolution des jeux d'interfaces de l'espace méditerranéen depuis 1945 ?* ».

Rappelons que l'introduction contient une définition des termes et concepts proposés et de l'espace étudié, la présentation d'une problématique claire – trop souvent réduite à la répétition du libellé du sujet – et l'annonce du plan (trop souvent confondue avec la problématique) qui a pour but de donner les grandes étapes dans un ordre logique de la démonstration. Une problématique claire ne se borne pas à recopier le libellé du sujet en y ajoutant un point d'interrogation. La problématique (« Qu'est-ce que je vais démontrer ? ») doit montrer comment le candidat a compris le sujet et, à partir de là, ce qu'il va démontrer.

Sur le fond, le libellé du sujet a posé des difficultés en dépit de sa concision et de son apparente simplicité. En particulier, la notion d'interface méritait d'être définie et discutée et

il aurait été souhaitable de se demander aussi pourquoi le sujet posé débutait en 1945, une césure introduisant de nombreuses ruptures essentielles et ouvrant une nouvelle période historique (fin des Empires coloniaux et indépendances, création de l'Etat d'Israël, début de la Guerre froide et du Tiers Mondisme, politiques nouvelles de développements, début du processus communautaire européen...).

Le terme d'« interface » est en effet défini dans moins d'une copie sur deux et les copies les plus faibles choisissent d'ignorer délibérément les termes mêmes du libellé ou à l'inverse répètent l'expression « jeux d'interfaces » de si nombreuses fois que les candidats semblent vouloir nous convaincre qu'ils ont pris en compte le sujet, tout en ne l'ayant pas explicité. De même, la Méditerranée est rarement délimitée alors qu'elle demandait une élaboration problématisée, c'est-à-dire une proposition et une discussion de ses limites spatiales et de la nature de la construction et de ses dynamiques propres. Certains candidats ont ainsi eu bien du mal à dégager quelques idées, ne sachant ce qu'ils voulaient montrer. Ceux qui ont raisonné sur l'aire régionale spécifiquement ont parfois insisté quasi-exclusivement sur la domination de l'Union Européenne, au risque parfois de n'étudier que les rapports Union Européenne / Afrique du Nord.

Enfin, une dissertation n'est surtout pas une récitation de cours. Il ne sert à rien de remplir le développement de multiples chiffres (parfois recopiés dans les documents !) et dates. La dissertation est une démonstration organisée autour de notions et de concepts qui doivent toujours être illustrés par des exemples développés et variés. Se réfugier dans de longues récitations de faits, de dates et de chiffres n'a pas grand intérêt et n'est pas rémunérateur pour la notation finale ! Il convient pour beaucoup de candidats de passer du récit (il était une fois...) à l'analyse.

C. Attention à une démarche du *Café du commerce*

Dans ce contexte général et avec l'importance croissante accordée à la géopolitique, il convient de se méfier des démarches du style du *Café du commerce* comme par exemple : « le christianisme en Europe est une religion plutôt calme et ouverte, face à l'islam au sud, plutôt stricte et fermée » ! Cela suppose en particulier de bien maîtriser les terminologies et concepts de base aujourd'hui fort utilisés (Islamistes, Musulmans et Arabes utilisés souvent sans distinction !...) et tout autant d'éviter les graves confusions entre, par exemple, islam et islamisme et de bannir tout jugement moralisateur à l'emporte-pièce. Il est de la responsabilité d'un futur cadre d'entreprise dont l'horizon d'action sera à l'avenir de plus en plus

international de se confronter à la complexité du monde et dans saisir les dynamiques, tensions et contradictions.

De même, de nombreuses erreurs factuelles ont été fréquemment relevées qui posent problèmes : le Maghreb n'est pas la principale zone pétrolière mondiale, les accords ACP (Yaoundé, Lomé, Cotonou) ne concernent pas l'Afrique du Nord, les migrations passant par Gibraltar, les Canaries ou Lampedusa ne concernent pas des « millions » de personnes mais quelques dizaines de milliers par an, les chiites sont quasiment inexistantes sur le bassin méditerranéen, les PIM étaient destinés aux régions méditerranéennes mises en concurrence avec l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et dans une moindre mesure du Portugal...

Enfin, on ne peut que souligner certaines dérives abusives comme ces références hasardeuses certes apprises mais sans vérification *ex-post* (le doux commerce de Montaigne au lieu de Montesquieu), les confusions à propos « des courbes de Kuznets au lieu des lois d'Engel » dont on ne saisit pas vraiment l'opportunité ni l'intérêt, l'utilisation de pseudo-théories économiques peu fondées et sans objet, la multiplication de lieux-communs, voire de longues digressions à propos de la construction européenne ou de la mondialisation qui ne masquent pas la faible maîtrise du sujet par le candidat et qui sont contreproductives.

D. Le rôle de la documentation : un levier d'analyse à mobiliser

La chronologie n'est pas exhaustive : elle présente quelques points de repères, mais pas tous loin de là, et doit permettre aux candidats de retrouver quelques grandes idées à développer dans la dissertation. Pour ce sujet, la chronologie avait le mérite de rappeler aux candidats que la Méditerranée ne se limite pas à sa partie occidentale. Il est inutile et même contre-productif de recopier dans le développement la chronologie sans y apporter la moindre explication ou mise en perspective. Ainsi, de nombreux candidats ont semblé ignorer ce qu'est la ligue arabe d'où des affirmations souvent hasardeuses ...

De même, les documents statistiques constituent une aide précieuse à la réalisation de la carte. Ils peuvent aussi, comme la chronologie, permettre aux candidats de retrouver plus facilement des idées importantes pour le sujet. Les documents statistiques évitent aux préparateurs une mémorisation inutile et fastidieuse de chiffres et de dates. Mais les candidats doivent se concentrer sur l'analyse du sujet : si ceux-ci peuvent s'appuyer en partie sur les documents, l'épreuve ne consiste absolument pas - à contrario - en un commentaire de documents. Ainsi les taux de fécondité, l'espérance de vie, la mortalité infantile étaient très utiles dans l'analyse du développement et de ses différents gradients géographiques. De

même, le Jury avait pris la peine d'exprimer certaines données en % du total continental (PIB par Etat, commerce extérieur, population) afin de permettre rapidement aux candidats d'avoir une vision des grands rapports de forces démographiques et économiques, une forme synthétique trop rarement utilisée même dans l'introduction. Au total, ces données ont été souvent trop peu utilisées judicieusement à l'appui d'une démonstration fondée. Ceci est d'autant plus dommage que dans leur future activité professionnelle, les candidats seront souvent amenés à rédiger des fiches de synthèse ou des argumentaires à partir de la manipulation de nombreuses données statistiques.

E. Le rôle de la carte : un outil essentiel de compréhension du monde contemporain

La carte occupe dans cette épreuve une place importante et renouvelée. Premièrement, la réalisation d'une carte ou d'un croquis cartographique est obligatoire et pèse pour un quart de la note totale. Surtout, deuxièmement, avec la montée en puissance de l'analyse géopolitique, la carte dispose d'un statut scientifique et pédagogique nouveau qu'il convient de bien intégrer. C'est pourquoi le Jury a introduit deux documents cartographiques facilement accessibles sur le Web qui pouvaient et devaient être mobilisés à l'appui d'une démonstration. La 1^{er} carte sur les « cinq moments de l'espace yougoslave » de J. Lévy témoignait des césures, lignes de fractures, conflits multiformes et rejeux qui pouvaient parcourir un même espace des Balkans sur deux millénaires, expliquant ainsi la complexité des enjeux géopolitiques, internes et externes à la ex-Fédération yougoslave. La 2^{em} carte sur l'espace migratoire turc soulignait les liens puissants unissant la Turquie à l'Europe occidentale, en particulier l'Allemagne, et témoignait en creux à contrario du relatif cloisonnement géographique et de la spécialisation des flux migratoires au sein même de l'espace à étudier entre pôles émetteurs et récepteurs. Ces différents espaces migratoires suivent des logiques souvent anciennes (cf liens privilégiés entre le II^{em} Reich et l'Empire ottoman, 1^{er} Guerre mondiale) et expliquent par exemple l'approche très différente que peuvent avoir les différents membres de l'Union européenne dans la définition d'une stratégie commune face à la région. A l'avenir, il convient sans doute que les candidats durant leur préparation en deux années prennent l'habitude de travailler, d'étudier et d'analyser plus en détail et systématiquement la vaste production cartographique disponible concernant le programme. Ceci leur sera de plus fort utile pour les oraux de certaines épreuves d'admission aux différents concours puis au cours de leur activité professionnelle où la carte et l'image deviennent des outils croissant de décision et de démonstration dans la vie des entreprises.

II. A propos du sujet lui-même

A. La notion d'interface : un concept de base en géographie et géopolitique

Depuis plusieurs années, les sujets posés aux concours de l'ESCP EAP se sont souvent articulés autour d'une grande notion ou d'un grand concept de base de nature géographique ou géopolitique (puissance, innovation, mobilité, interface...), souvent d'ailleurs déjà approché dans les études secondaires au Lycée.

Cette démarche s'explique tout simplement par la nécessité pour un futur cadre de maîtriser intellectuellement une boîte à outils conceptuelle et un vocabulaire lui permettant de s'inscrire dans son siècle en comprenant les enjeux et logiques. Durant sa préparation, le candidat doit donc bien veiller à enrichir constamment son bagage intellectuel et s'entraîner à utiliser et mobiliser à bon escient ces terminologies fondamentales.

Dans ce cadre général, on doit relever que les notions « d'interface » et de « jeux d'interfaces » n'ont que rarement été définies et comprises. Certains devoirs, alors forts confus, ont multiplié les références aux sports et la Méditerranée s'est transformée dans certaines copies en terrain de jeu, avec les règles, les arbitres, les joueurs... La métaphore sportive a pourtant prouvée assez vite ses limites. De plus, pour l'essentiel, une partie non négligeable des copies s'est organisée sur l'étude d'une fracture nord/sud, les différents espaces qui la constituent n'étant pas souvent identifiés. Cette démarche réductrice a alors essentiellement insisté sur l'opposition entre « pays riches du Nord » - qui se limite le plus souvent à une Union Européenne (et met alors dans le panier l'Albanie et les Balkans...) - et « pays pauvres sous-développés » (parmi lesquels on retrouve régulièrement Israël !) du Sud. Plus généralement, les candidats n'évoquent ni dans leur copie ni sur leur carte la rive nord de la Méditerranée comme un sud de l'Europe et a contrario les littoraux du Sud comme un Nord dans le Sud. Surtout, ces démarches témoignent d'une incompréhension fondamentale de ce que signifient les concepts de Nord et de Sud qui ressortent d'abord à des logiques fonctionnelles et de développement au sens large.

Face à un tel concept géographique, l'interface, les candidats devaient d'abord en définir le terme général (= zone de contact et d'interactions privilégiées entre deux espaces de nature

et de qualité différentes), en identifier en particulier les composantes économiques et/ou géopolitiques, en souligner la relativité à travers les dynamiques historiques et enfin en relever la multiplicité (soulignée par les adjectifs économiques et géopolitiques) et les hiérarchies. Cette multiplicité de nature des interfaces permettait alors au candidat de dégager des superpositions d'interface pour un même espace; un même territoire pouvant être une zone de contact ou appartenir à des ensembles spatiaux de nature et de qualité différentes : Nord/Sud, Est/Ouest, Occident/Orient, Chrétientés/Mondes musulmans...

On pouvait en particulier s'interroger sur les recoupements/ recouvrements entre facteurs géoéconomiques et géopolitiques, sur le rôle des facteurs économiques dans la formation et la justification de certaines représentations géopolitiques (thème du développement et du pillage ou de la domination par l'«Occident», tensions, rancœurs et couple attraction/répulsion dans certaines opinions publiques de la rive Sud...) ou au contraire sur la responsabilité des facteurs géopolitiques internes et externes dans les dynamiques économiques (mal -développement, blocages, corruption, népotisme...) de nombreux Etats.

B. La question centrale des emboîtements d'échelles

On insistera en particulier, à la suite des travaux du géographe Yves Lacoste (cf *Géopolitique de la Méditerranée* paru en octobre 2006), sur l'importance des emboîtements d'échelles comme outils d'analyse dont l'étude peut être appliquée au bassin méditerranéen. Car la caractéristique de l'espace méditerranéen est justement d'être pour un candidat un laboratoire d'étude privilégié des emboîtements des différents niveaux scalaires d'analyse : la Méditerranée orientale n'est pas la méditerranée occidentale; de multiples interfaces marquent le bassin comme celui de la mer Adriatique entre l'Italie et les Balkans. On signalera que toujours du même auteur, le livre *Géopolitique. La longue histoire d'aujourd'hui*, propose en page 15 un schéma sur les différents niveaux d'analyse du conflit israélo-palestinien dont l'étude aurait grandement facilité l'appréhension du sujet : on y voit comment du soutien américain à Israël, au rôle de la diaspora juive ou à la situation de la ville de Jérusalem, l'espace considéré cristallise des jeux d'acteurs, des enjeux de pouvoirs et des systèmes de représentation antagonistes dont les articulations varient des dizaines de milliers de kilomètres à quelques centaines de mètres (cf Mur des lamentations et Esplanade des Mosquées).

Cette aire maritime fonctionne au total d'abord comme une interface d'échelle mondiale : par exemple, l'analyse de l'importance géostratégique de la Méditerranée a été souvent oubliée alors qu'elle joue un rôle central pour les Etats-Unis, l'URSS/ la Russie et

l'Europe occidentale et y explique leurs interventions permanentes et parfois brutales. Elle fonctionne aussi bien sur à une échelle continentale (cf articulation monde arabe/ monde musulman, différentes chrétientés...). Mais aussi à l'échelle d'un pays ou d'une région : la Turquie est à une interface entre «Occident/Orient », entre monde balkanique/ Asie centrale/ Mer Noire et Proche et Moyen Orient (Gap sur le Tigre et Euphrate, problème kurde, génocide arménien...). Le Maroc est à une interface Afrique/Europe, Atlantique/ Méditerranée, les Balkans à l'interface Est/Ouest, le Mezzogiorno à l'interface historique Nord/Sud..... On pouvait enfin présenter quelques approches à grande échelles, c'est-à-dire à faibles distances (Istanbul et le Bosphore, Chypre, le Kosovo...).

Les situations spécifiques des Balkans et de l'interface gréco-turque à l'intérieur même du camp occidental et européen sont généralement ignorées alors qu'elles demeurent d'une vigoureuse actualité comme en témoignent la présence des armées des pays européens au Kosovo (la France y positionne des troupes), l'actuel et difficile débat à l'ONU sur le statut international du Kosovo (indépendance ? création d'une possible Grande Albanie à moyen terme avec la question du redécoupage des frontières des Etats, question de l'articulation Etat/Nation et du statut des minorités nationales...), ou encore les négociations de l'UE sur l'élargissement à la Turquie avec la question chypriote...

Dans ce contexte, les candidats qui ont argumenté sur les interfaces économiques et géopolitiques (religieuses et idéologiques...) ou ont exposé des questions d'interfaces à grand échelle (interface albanaise/serbe et Kosovar, les différentes dimensions de l'interface Turquie, l'interface chypriote et la ligne verte...) ou ceux qui ont été capable d'analyser les interfaces à plusieurs échelles, ont été valorisées. Car certaines copies arrivent en effet à différencier des interfaces « fermées », lieux d'antagonisme et de conflits (ligne verte chypriote, enceintes de Ceuta et Melilla, murs de sécurité israélien) des interfaces « ouvertes », lieux d'échanges et d'influence réciproque, interface géostratégique, tel le Bosphore et la corne d'Or au sein de l'agglomération stambouliote.

C. La définition de la Méditerranée et de ses dynamiques

On doit aussi relever trop souvent l'absence de définition de la Méditerranée qui est alors toujours étudiée dans son acception la plus étroite c'est-à-dire réduite à une Europe méditerranéenne et à une Afrique du nord, intégrant beaucoup moins souvent un Proche Orient très souvent confondu avec le Moyen Orient, alors que la Turquie est largement oubliée : en général, on ne sait pas très bien où la « caser » et on ignore, y compris dans les

meilleures copies, qu'elle a été avec la Grèce un des premiers enjeux des conflits Est-Ouest en Europe. Enfin, l'Europe Balkanique se résume le plus souvent à son récent éclatement. De même, les pays bordant la Mer Noire - qui fonctionne en partie comme une annexe maritime - ne sont jamais évoqués, même rapidement, pas plus que le Moyen Orient (Irak, monarchies pétrolières...) ou le monde turcophone. Ces espaces méritaient pourtant de voir leurs relations avec la Méditerranée définies au même titre que ceux de l'UE à 27. Trop de copies demeurent au total sur un tel sujet très européen-centrées et donc déséquilibrées. Au total, on l'aura compris l'étude de la Méditerranée pouvait, dans ce sujet, ne pas se limiter *stricto sensu* aux seules régions littorales. Dans cet ensemble géographique assez large, on pouvait aisément englober le Maroc bordé pour l'essentiel par l'Atlantique et le Portugal qui lui tourne le dos. Il était également possible de faire allusion à la Mer Noire qui apparaît souvent comme une annexe, étudier comme tel les Balkans et une partie du Proche et Moyen-Orient.

Les aspects géopolitiques de la question nous invitaient à nous intéresser aux rivalités de pouvoirs sur ces territoires et chacun sait alors que dans une situation géopolitique donnée d'autres forces peuvent intervenir émanant d'États lointains. Ce n'est donc pas un hasard si depuis un peu plus de 50 ans la VIème flotte américaine croise en Méditerranée (un ou deux porte-avions, une vingtaine de navires d'escortes et 15 000 marines) d'autant qu'au temps de la guerre froide, la projection de la puissance navale soviétique se mesurait à l'aune la présence de l'Eskadra. Le poids des rapports Est-Ouest a été traité, le plus souvent, à travers le prisme réducteur de la décolonisation et de la question de Suez (1956). Par ailleurs et sans entrer dans le détail d'affaires souvent interactives (Gibraltar, les pommes de discordes gréco-turques, la question chypriote, les conflits israélo-arabes, la diversité économique et géopolitique du monde arabo-musulman), peu de copies relèvent la permanence d'une réalité simple : l'absence de convergence entre les pays de l'UE. Lors des événements les plus contemporains, l'UE n'a joué quasiment aucun rôle en tant que tel alors le partenariat Euro-Méditerranée, parfois cité, demeure en large léthargie.

Dans l'étude du sujet, il convenait aussi de souligner l'asymétrie des échanges, l'inversion du poids démographique entre les deux rives, la faiblesse diplomatique de l'Europe face à l'hyperpuissance américaine dans le bassin, la poussée islamiste et terroriste freinant la démocratisation des pays riverains, la « néo-balkanisation » et la diversité des processus d'intégration régionale.

De même, le jury doit relever d'importantes lacunes. Curieusement, quasiment aucune copie n'évoque la division du monde chrétien entre orthodoxes et catholiques, moins encore les différentes communautés juive des rives Nord et Sud. Les candidats paraissent en outre

ignorer que si la Méditerranée fut une zone de persécutions religieuses, elle fut aussi une zone de contact et d'intenses échanges culturels (philosophiques, scientifiques...). La géopolitique de l'eau en Méditerranée est trop rarement évoquée alors que l'eau est un des enjeux du conflit Turquie/Irak-Syrie, Israël/Palestine/ Jordanie/ pays arabes voisins ou entre régions espagnoles par exemple sur l'utilisation de l'Ebre. De même, la question de l'aménagement du territoire n'a jamais été mentionnée alors qu'en France et en Italie, cette politique a débuté par des actions spécifiques en faveur de ces régions (création de la caisse du Midi en Italie en 1950, création de la CNBRL en France puis de la Mission Interministérielle d'Aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon). Enfin, les enjeux littoraux sont largement sous-estimés.

D. L'articulation à l'histoire : mieux articuler temps longs, moyens et courts

L'histoire est envisagée par une majorité de candidats comme un récit et jamais comme une réflexion sur le temps, les évolutions, ruptures et basculements et les grands jeux d'acteurs. Le jury a donc sanctionné les récits chronologiques des relations transméditerranéennes qui ne combinaient par le temps long et le temps court et ne posaient aucune réflexion sur les espaces au sein desquels s'organisent ces relations. Si la « mare nostrum » romaine apparaît fréquemment, il y a moins d'allusions aux contacts culturels au Moyen-Age entre mondes chrétiens et arabo-musulmans ou à l'importance et la durée de l'Empire ottoman. Pour beaucoup trop de candidats, la Méditerranée se réduit à une l'opposition mécanique, simpliste et caricaturale entre l'Europe chrétienne au nord et le monde arabo-musulman au Sud.

De plus, trop de copies se bornent à une description – voire un simple récit - de l'histoire des relations internationales, parfois solidement étayées mais sans aucune problématisation spatiale. Les relations sont alors posées en termes antinomiques de relations/ conflits mais sans en montrer les impacts sur la structuration et l'organisation des territoires du pourtour méditerranéen. Cette absence de réelle réflexion sur la place à accorder à l'histoire s'est traduite en majorité par l'adoption d'un plan purement chronologique, avec des ruptures plus ou moins pertinentes. La tendance à tomber dans des plans chronologiques / historiques chez une large partie des candidats, qui de ce fait ont alors tendance à oublier la géographie, s'est souvent traduite par une réflexion souvent générale et superficielle ne s'appuyant pas sur une argumentation solide reposant notamment sur des exemples précis, variés et localisés : ainsi, de l'opposition Nord / Sud, des références à l'Europe ou à l'Afrique

du Nord qui sont faites le plus souvent sans nuance, comme si ces ensembles étaient uniformes, homogènes...

De même la période qui donnait sens au sujet a donné lieu à trop peu de questions en introduction alors que la chronologie fournie en annexe permettait de dégager assez aisément des éléments simples d'une problématique solide : le recul de l'influence française et britannique, la décolonisation, les conséquences du conflit au Proche-Orient, les enjeux géopolitiques de la fragmentation de l'espace... Par exemple, l'OTAN a été la grande absente des copies : ne s'agit-il pas pourtant d'un acteur géopolitique en Méditerranée ? L'évolution de son rôle et de son périmètre géographique, en pleine expansion sous la pression des Etats-Unis, ne nous disait-elle pas quelque chose de l'espace stratégique ? La Turquie n'en est-elle pas membre depuis 1951-1952 ? Cette remarque ne permet-elle pas de poser la question de la Turquie de manière plus pertinente que la seule évocation de l'entrée ou non dans l'UE ? Enfin, les interventions récentes du Président Bush pour une adhésion rapide de la Turquie à l'UE ne devaient –elles pas être mentionnées pour ce qu'elles valent ?

Enfin, le jury doit constater que les dynamiques géopolitiques contemporaines du monde arabo-musulman – pourtant centrales dans les équilibres régionaux et mondiaux – sont des *Terra Incognita*. Certes, le programme est lourd et il est difficile en deux ans de maîtriser l'ensemble de la complexité du monde. Mais cet espace aux portes de l'Europe et au voisinage de la France - avec lequel nous entretenons des liens migratoires, touristiques et plus globalement économiques importants et sensibles – mérite sans doute mieux, surtout de la part de futurs cadres d'entreprises qui seront peu être un jour amenés à y travailler.

E. A propos des plans : le piège du plan chronologique

Si le Jury s'est toujours jusqu'ici refusé à proposer un corrigé organisé par un plan type afin d'éviter que les candidats ne s'enferment dans des structures sclérosées, il convient cependant cette année de faire quelques remarques. Comme nous l'avons dit, les plans adoptés ont été, majoritairement et de manière surprenante, chronologiques dans un sujet qui pourtant ne s'y prêtait guère. Il conviendrait donc que les candidats durant leurs deux années de formations se dégagent du réflexe purement chronologique.

En tout état de cause, il apparaît clairement que pour un tel sujet le plan analytique s'imposait. Ainsi, certains candidats – aux devoirs souvent meilleurs - ont choisi de montrer dans une première partie le fait que la Méditerranée est un « trait d'union » (d'où la force des interfaces), puis ont consacré la seconde partie aux multiples fractures qui clivent le bassin

méditerranéen et ont enfin orienté leur dernière partie sur les enjeux actuels des interfaces méditerranéennes ou sur une typologie à une échelle locale ou régionale.

Il était, par exemple possible, de l'organiser selon le schéma suivant : premièrement, un espace partagé par le poids de l'Histoire et le legs géopolitique (Approche historique portant sur les héritages depuis 1945 et intégrant les legs de longue durée), deuxièmement, l'intégration de l'espace méditerranéen dans la mondialisation contribue à le maintenir dans une logique de dépendance, de relative marginalité, de fort cloisonnement et de concurrences internes, de faible intégration et une dynamique centre-périphérie analysable à travers des approche multiscalaires; enfin, troisièmement, cet espace est partagé entre de graves tensions géopolitiques et des tentatives de rapprochement en valorisant l'approche géopolitique et géoéconomique basée sur une régionalisation (une interface Nord/Sud plus nette en Méditerranée occidentale qu'orientale, les Suds des Nords et les Nord des Suds, les interfaces géostratégiques : Gibraltar, Suez et le Bosphore, les interface complexes, multiples et conflictuelles (cf Balkans, Turquie et Israël-Palestine).

F. La qualité des cartes : un effort à maintenir et systématiser

Les différentes réformes et la transformation des programmes de ces dernières années ont conféré à la carte un rôle important comme outils d'analyse et de représentation. Dans ce contexte, le jury se félicite des progrès accomplis dans l'élaboration des cartes : les candidats font des efforts pour faire une légende ordonnée et localiser correctement les pays, les villes, les ports. On doit cependant souligner la trop forte inégalité des candidats face à cet exercice.

Des problèmes de localisations exactes demeurent. Ce n'est pas acceptable. Un socle minimum de connaissances est exigible à l'entrée dans des grandes Ecoles de commerce. Il est arrivé à certains candidats de confondre l'Algérie et la Lybie ou pire encore l'Arabie Saoudite avec Israël, l'Irak avec le Liban et l'Afghanistan avec l'Irak Les erreurs de localisation ou d'orthographe sont encore nombreuses (Libyie, détroit de Madagascar au lieu et place de Gibraltar, Détroit d'Ormuz à la place du Bosphore...). Les îles sont rarement traitées (Corse, Sardaigne, Baléares, Sicile...) avec leurs pays correspondant, restant alors le plus souvent en blanc... L'Europe centrale est souvent mal connue, d'où des inversions de pays, et Roumanie-Bulgarie souvent oubliées comme appartenant à l'UE. Le système portuaire s'est trouvé réduit aux seuls ports de Marseille, Gênes et Barcelone (qu'en était-il alors de Valence, Algésiras, Damiette, Gioia Tauro... ?). Les différentes mers constitutives de la zone ou les grandes péninsules sont méconnues : si on ne pouvait pas forcément exiger la

Ligurienne ou la Mer Ionienne, en revanche on pouvait légitimement espérer l'Adriatique, la Mer Tyrrhénienne et la Mer Egée...

Les figurés restent souvent inadaptés ou trop passe-partout. Des légendes illisibles au dos de la carte ne sont pas rares; le mélange de la couleur, de trames, de symboles ponctuels... est souvent fait sans la moindre logique, a fortiori sans maîtrise des règles de bases de la cartographie...

Les statistiques sont rarement utilisées pour proportionnaliser les phénomènes : en s'en privant, beaucoup de candidats réalisent des cartes assez pauvres se contentant de flux bien grossiers. Car les candidats utilisent peu ou pas du tout dans un tiers des cas les documents statistiques qui sont annexés au corpus. Ces documents sont pourtant fournis pour justement créer des graphiques appropriés. Il était ainsi possible de faire apparaître les gradients de richesses à partir du PIB/hab (doc 2) en classant les pays en trois ou quatre groupes (en utilisant des couleurs froides et chaudes). Il était particulièrement judicieux de faire apparaître le poids du commerce extérieur par un cercle proportionnel à la valeur du commerce extérieur en milliards de dollars...et de représenter par un graphique à secteur angulaire la part de l'UE dans les exportations des PESH. On mettait ainsi en évidence non seulement leur dépendance à l'égard de la rive Nord mais aussi et dans une certaine mesure l'existence de relations asymétriques.

Dans ces conditions, on doit d'abord rappeler que le croquis est une construction intellectuelle reposant sur une légende hiérarchisée et problématisée. Il vise à une démonstration rapide et efficace. Elle nécessite, par conséquent, un apprentissage rigoureux (élaboration de la légende, types de figurés, utilisation des graphiques). A l'évidence, la carte a posé des problèmes matériels quant à la disposition de la légende. Or, la disposition de la légende selon le format de la carte (paysage ou portrait) ne doit pas être une surprise le jour du concours !

On doit donc rappeler aux candidats que la carte doit respecter un certain nombre de critères : une légende problématisée, ordonnée et équilibrée, un minimum d'attention doit être porté au choix des figurés et des couleurs de manière à faire ressortir les contrastes et les phénomènes majeurs, des localisations suffisamment nombreuses et mentionnées sur la carte (noms de pays, de villes ...) sont nécessaires, il ne faut pas hésiter à utiliser les documents statistiques qui permettaient en particulier de représenter certains contrastes démographiques et économiques majeurs du bassin méditerranéen. A contrario, elle doit éviter un gribouillage rapide et donc peu compréhensible et des légendes fleuves (parfois de véritables mini-dissertations) au détriment de la représentation cartographique.

G. La conclusion : à soigner

Enfin, le Jury doit s'étonner de la faible qualité des conclusions. Manque de temps ? Sans doute, mais pas seulement. Les candidats ont en fait le plus souvent du mal à synthétiser en une demi-page le résultat de leur travail. Et à replacer le thème proposé dans un cadre plus large. Il était possible, voire nécessaire, en conclusion d'élargir l'analyse en comparant la Méditerranée euro-arabe qu'il venait d'étudier à d'autres méditerranées. Il s'agit bien sur en premier lieu de la Méditerranée américaine (golfe du Mexique et mer des Antilles) et en second lieu de la Méditerranée asiatique. LA Méditerranée se trouve située entre trois grandes masses continentales alors que la Méditerranée américaine et la Méditerranée asiatique se trouvent en position bordière (Amérique du Nord et du Sud, Asie de l'Est et du Sud) et sont limitées par des archipels qu'il s'agisse des Antilles ou de l'Insulinde. Pourtant, les similitudes entre ces trois Méditerranée sont frappantes : un grand nombre d'États, la présence de puissances et de rivalités de puissance (Chine, Etats-Unis...) et surtout l'existence de gradients de richesses entre le Nord et le Sud. Trop de candidats se limitent à un résumé de leur dissertation sans élargissement.

En conclusion, malgré des lacunes, les très bonnes copies sont celles qui se sont distinguées par la qualité des analyses, la clarté de la démonstration, une bonne expression écrite, la solidité de la culture historique, géographique et géopolitique et leur connaissance de l'actualité. Les exigences de cette épreuve sont élevées, mais elles correspondent au niveau d'exigence de futurs cadres entrant en formation dans une grande Ecole de Commerce. Dans cette optique de sélection et de classement de 3 600 candidats, cette épreuve a encore cette année rempli sa fonction.